

UEMOA

Deux stratégies pour
faire du secteur privé
un moteur de croissance
à l'horizon 2030 P.4



Abdoulaye Diop, le Président de
la Commission de l'UEMOA

Aéroport International de Lomé

P.4

La sécurité passée au crible



Hebdomadaire Togolais Indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Downia

Le Monde

N° 880 du 30 / 09 / 2026

MEMBRE: MEDIAF

CONIIA Technological Summer Camp 2026 à Shenzhen

Quatre jeunes
togolaises d'exception
bouclent une

P.3



Les 4 Togolaises en immersion à Shenzhen

historique immersion technologique en Chine

UEMOA

Le « consommer local » devient
un levier de souveraineté
économique régionale P.4



Serge Ekué, le Président de la BOAD

Agriculture et énergie

82 milliards FCFA
de la BOAD pour
soutenir le Togo P.3

Fonction publique

Un délai d'un mois pour
accélérer le traitement
des dossiers P.6



Sandra Johnson, ministre, Secrétaire
général de la Présidence du Conseil

Santé

Etats-Unis

Une enseignante crée un « coin à pets » pour ses élèves

(Suite de numéro précédent)

Une question de bien-être

Plutôt que de stigmatiser ces petits incidents odorants, la maîtresse a donc décidé de réserver un espace bien précis de la salle de classe aux « prouts ». Les élèves peuvent ainsi s'y soulager en toute tranquillité, mais aussi « garder les odeurs nauséabondes dans un seul endroit », complète Valecia Broussard.

L'idée peut prêter à sourire, mais elle repose en réalité sur une volonté de normaliser les différentes fonctions du corps, explique encore la maîtresse. « J'ai peu à peu commencé à respecter le fait que les enfants de 9 et 10 ans étaient assez audacieux pour normaliser les pets et refusaient d'avoir mal au ventre, ce qui, à long terme, peut causer des problèmes digestifs. »

Les élèves conquis

Quant aux principaux concernés, ils ont rapidement adopté le concept. Ils utilisent régulièrement le coin prévu à cet effet, avant de retourner à leurs devoirs comme si de rien n'était.

« Comme c'est devenu normal pour cette génération, ce n'est plus gênant d'après ce que j'ai constaté », assure l'institutrice. « Ils vont simplement dans un coin, font leurs besoins, vaporisent le désodorisant de leur choix et reprennent leurs activités. »

Dounia Le Monde

Edité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé

N° 0617/03/11/20/HAAC

BP: 30277

Email:

dlamatine1@gmail.com

Siège:

Agoè sur la route de contournement

Directeur Général:

Joachim Kokou LOKO

Tél: + 228 90 33 54 86

Directeur de Publication:

Régis TALIKPETI

Tél: + 228 90 88 11 65

Rédaction:

Jean-Jacques OMA-IRE

André BABA

Othniel Papasron

Jean Jacques Mawu

Infographie:

Benjamin K. Tchabi

Imprimerie:

Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Ibrahim Traoré

Un président qui entend tenir ses promesses et qui revendique une rupture avec les compromis du passé. L'Afrique a besoin de dirigeants de cette trempe. Depuis son arrivée au pouvoir, Ibrahim Traoré ne cesse de proclamer son ambition de renforcer l'indépendance économique du Burkina Faso. Parmi les priorités affichées figure la maîtrise des ressources naturelles, notamment l'or. Longtemps, certains ont considéré ces déclarations comme de simples discours de propagande. Mais les initiatives engagées ces derniers mois tendent à donner davantage de consistance à cette ambition. L'inauguration d'une raffinerie d'or dans le pays constitue, à cet égard, un signal important. Une telle politique peut contribuer à accroître la valeur ajoutée créée localement, à développer des emplois et, potentiellement, à augmenter les recettes publiques, à condition que la gouvernance, la transparence et la viabilité économique du dispositif soient au rendez-vous. Il faut donc saluer cette volonté de passer du discours aux actes et de placer la transformation locale des matières premières au cœur de la stratégie de développement. La véritable indépendance économique passe aussi par la capacité à produire, transformer et capter davantage de valeur sur son propre territoire.



Bien: Yannick Noah

Le Franco-Camerounais Yannick Noah inscrit une nouvelle fois son nom dans l'histoire du tennis en remportant la Laver Cup à la tête de l'équipe européenne. Au-delà du résultat, c'est surtout le savoir-faire de l'ancien vainqueur de Roland-Garros qu'il convient de mettre en évidence. Diriger une équipe composée de grands champions n'est jamais une tâche évidente. Il faut savoir gérer les personnalités, canaliser les egos, créer une dynamique collective et faire en sorte que les individualités servent le projet commun. C'est précisément dans cette capacité à transformer une addition de talents en véritable équipe que le rôle de Yannick Noah mérite d'être souligné. Cette réussite met également en lumière les compétences issues du continent africain et de sa diaspora. Yannick Noah n'a jamais caché son attachement à ses racines camerounaises.



Mal: Pep Guardiola

Des dépenses jugées excessives et une politique de recrutement qui soulève de sérieuses questions. Manchester City fait en effet face à de nombreuses accusations concernant de possibles violations des règles financières du football anglais. Pep Guardiola n'est pas étranger à cette folie dépensière avec ses exigences à avoir des joueurs à des prix exorbitants. Et aujourd'hui, le club risque gros. Les procédures engagées contre lui pourraient lui coûter très chères à savoir : retrait de ses différents titres et rétrogradation en division inférieure. Si des violations sont définitivement établies, les sanctions pourraient être significatives. Et au-delà des trophées éventuellement concernés, c'est surtout la crédibilité des mécanismes de régulation financière du football anglais qui se trouve mise à l'épreuve.



Santé

Est-il possible d'attraper des maladies en utilisant des sièges de toilettes ?

(suite du numéro précédent)

Ce que vous pouvez obtenir

Mais il existe quelques exceptions à cette règle, comme les maladies sexuellement transmissibles qui ont une durée de vie plus longue.

Le virus du papillome humain (VPH) peut provoquer des verrues génitales. Il peut survivre jusqu'à une semaine sur les surfaces, selon plusieurs facteurs.

« Ces virus sont très petits et ont des enveloppes protéiques très stables, qui offrent une « durée de vie » plus longue dans l'environnement », explique Karen Duus, professeur de microbiologie et d'immunologie à l'Université Touro dans le Nevada, aux États-Unis.

Le VPH est souvent résistant aux désinfectants pour les mains et nécessite 10 % d'eau de Javel pour détruire cette couche protectrice de protéines, selon Duus. Cependant, ces virus ne peuvent atteindre notre corps que par le siège des toilettes, si la barrière cutanée de la région génitale est compromise par des blessures ou des irritations, selon le professeur.

Par conséquent, le VPH se transmet généralement uniquement par contact peau à peau lors de rapports sexuels, tels que les rapports oraux, anaux ou vaginaux. De même, théoriquement parlant, une personne atteinte d'herpès génital pourrait transmettre le virus par les toilettes. Les utilisateurs qui suivent cette personne peuvent être en danger s'ils ont une lésion cutanée ou si leur système immunitaire est affaibli, selon Daniel Atkinson, directeur clinique de la société de soins de santé en ligne Treated.com aux États-Unis.

Que faire alors ?

Recouvrir le siège de papier avant de s'asseoir ou utiliser un couvre-siège peut sembler être la façon la plus propre d'utiliser des toilettes publiques. Une enquête YouGov de 2023 indique qu'environ 63 % des Américains s'assoient sur les toilettes publiques. Mais seulement la moitié d'entre eux utilisent du papier toilette. La même enquête a conclu qu'environ 20 % des personnes s'accroupissent pour utiliser les toilettes publiques. Mais ni le papier toilette ni les protège-sièges ne protègent probablement contre les agents pathogènes. Ils sont constitués de matériaux poreux et ne

peuvent empêcher les germes de traverser et d'atteindre les organes génitaux. Et s'accroupir peut faire plus de mal que de bien, selon Stephanie Bobinger, spécialiste clinique en santé pelvienne du centre médical Wexner de l'université d'État de l'Ohio. Lorsqu'une femme urine sur les toilettes sans s'asseoir, elle contracte les muscles du plancher pelvien et de la ceinture pelvienne. Cela obstrue l'écoulement de l'urine depuis la vessie, ce qui nécessite un effort supplémentaire et une tension inutile sur le bassin. Par conséquent, les femmes peuvent également ne pas vider complètement leur vessie, ce qui peut parfois entraîner des infections des voies urinaires.

Vrai problème

Le fait est que le risque de contracter des maladies dans la salle de bain, en général, ne vient pas du contact entre les organes génitaux et le siège des toilettes. En fait, selon Roberts, le risque survient lorsque vous touchez le siège avec vos mains, qui sont contaminées par des bactéries ou des virus présents dans de petites particules de substances corporelles (les vôtres ou celles d'autres personnes), puis que vous touchez votre visage ou votre bouche avec des mains sales. « La menace ne vient pas de son derrière, mais de sa bouche, à travers les mains », explique l'enseignant.

Lorsque nous entrons dans des toilettes publiques, la probabilité de contamination est la même sur la cuvette des toilettes et sur la poignée de porte. Pour commencer, les excréments étalés sur le siège des toilettes peuvent contenir des agents pathogènes tels qu'Escherichia coli, Salmonella, Shigella, Staphylococcus ou Streptococcus.

Lorsqu'ils sont ingérés, ils peuvent provoquer des symptômes gastro-intestinaux tels que des nausées, des vomissements et de la diarrhée. Les selles peuvent également contenir des traces de norovirus. Ce pathogène hautement contagieux se transmet facilement par les surfaces, les aliments ou les boissons contaminés, ainsi que par contact direct avec des personnes malades. Le norovirus est extrêmement résistant. Il peut survivre sur certaines surfaces jusqu'à deux mois. Même en petites quantités, le virus peut rendre malade. On estime que 10 à 100 particules virales peuvent suffire à provoquer une infection.

CONIIA Technological Summer Camp 2026 à Shenzhen

Quatre jeunes togolaises d'exception bouclent une historique immersion technologique en Chine

CONIIA Technological Summer Camp 2026 de Shenzhen, un Voyage de Découverte Technologique à Shenzhen en Chine, vient de se clôturer officiellement le lundi 28 Septembre 2026 au Yabang Langye Hôtel de Shenzhen.

Certificats et les Prix CONIIA ont été décernés aux quatre jeunes togolais d'exception qui ont pris part, pendant une semaine, à cette belle et historique immersion technologique à Shenzhen. Cette grande ville chinoise de 18 millions d'habitants est la capitale mondiale des nouvelles technologies et le siège Asie du Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA) présidé par le togolais Dr Malik Morris MOUZOU. Le Voyage de découverte technologique offert à ces quatre jeunes togolaises d'exception à Shenzhen, se tient dans le cadre de la Journée de l'Intelligence Artificielle Africaine (JIZA), une initiative continentale majeure portée par CONIIA et célébrée chaque 3 Mars.

C'est donc à cette occasion que CONIIA a offert cette opportunité historique d'immersion technologique à quatre jeunes filles togolaises d'exception, lauréates de grandes compétitions scolaires et universitaires organisées entre 2025 et 2026.

Il s'agit de:

- DALOUBA Gamba Blessing, âgée de 15 ans, élève en classe de Première D et Reine des Sciences et Technologies Édition 2026, organisée par la Fondation ASAAL

- Dioktante Bénédicte DOUTI, Étudiante en Master de Médecine, Lauréate du Concours Universitaire "Mon Avis Scientifique" organisé par l'Université de Kara
- AMANA Koboyo Esther, Étudiante en fin de parcours Licence en Chimie fondamentale à l'Université de Kara et Miss Campus



Les 4 Togolaises en immersion à Shenzhen

Togo 2026

- EYOU Angèle Prudence, Miss Togo 2026, Etudiante en fin de parcours Licence en Comptabi-

mandats. Miss Togo a conduit la délégation.

L'ambition de CONIIA à travers ces prix dédiés aux nouvelles

technologies est de faire de ces lauréates les ambassadrices de la révolution numérique portée par l'IA et promue par CONIIA sur le continent africain.

Dès 2027, ce programme sera élargi afin de prendre en compte les concours nationaux scolaires et universitaires du Sénégal, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Bur-

kina Faso, du Gabon et du Congo-Brazzaville.

Nous y reviendrons

La Rédaction

Agriculture et énergie

82 milliards FCFA de la BOAD pour soutenir le Togo

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) renforce son appui au Togo avec deux nouveaux financements destinés à l'agriculture et au secteur énergétique. D'un montant cumulé de 82 milliards FCFA, ces ressources doivent notamment soutenir la mécanisation agricole, développer l'irrigation et accroître les capacités nationales de stockage des produits pétroliers.

Le Togo bénéficie de nouveaux concours financiers de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). Réunis le jeudi 24 septembre 2026 à Lomé, à l'occasion de la 152e session ordinaire du Conseil

hectares et l'acquisition d'équipements destinés à l'irrigation. À travers cette nouvelle phase, le programme entend renforcer la productivité agricole et stimuler particulièrement la production rizicole.

À terme, le ProMAI vise une production annuelle additionnelle d'au moins 100 000 tonnes de riz, tout en favorisant la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes. Les deux premières phases du programme avaient déjà contribué au renforcement des

capacités des Centres régionaux de mécanisation agricole (CRMA), grâce à la mise à disposition de matériels agricoles et d'équipements d'irrigation.

170 000 m³ supplémentaires de stockage pétrolier

Dans le domaine de l'énergie, la BOAD a approuvé un financement de 37 milliards FCFA en faveur du Complexe pétrolier de Lomé (COMPEL SA).



Serge Ekué, le Président de la BOAD

d'administration de l'institution, les administrateurs ont approuvé deux opérations en faveur du pays, pour un montant total de 82 milliards FCFA.

Dans le secteur agricole, la BOAD accorde 45 milliards FCFA pour financer la troisième phase du Programme d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation (ProMAI).

Ce financement doit notamment permettre l'aménagement de 530

L'opération doit permettre d'augmenter de 170 000 m³ les capacités nationales de stockage de produits pétroliers. Cette extension devrait contribuer à consolider la sécurité énergétique du Togo, tout en renforçant sa capacité à approvisionner les pays de l'interland.

Avec ces deux opérations, le

montant des nouveaux financements approuvés par la BOAD en faveur du Togo lors de cette session atteint ainsi 82 milliards FCFA.

Au niveau régional, le Conseil d'administration a également validé plusieurs opérations dans des secteurs tels que la sécurité alimentaire, les infrastructures de transport, l'industrialisation,

l'énergie et le financement du secteur privé.

Au total, les nouvelles opérations approuvées au cours de cette session représentent 157,5 milliards FCFA. Elles portent à 10 991,6 milliards FCFA le volume cumulé des financements approuvés par la BOAD depuis sa création en 1973.

Tinos

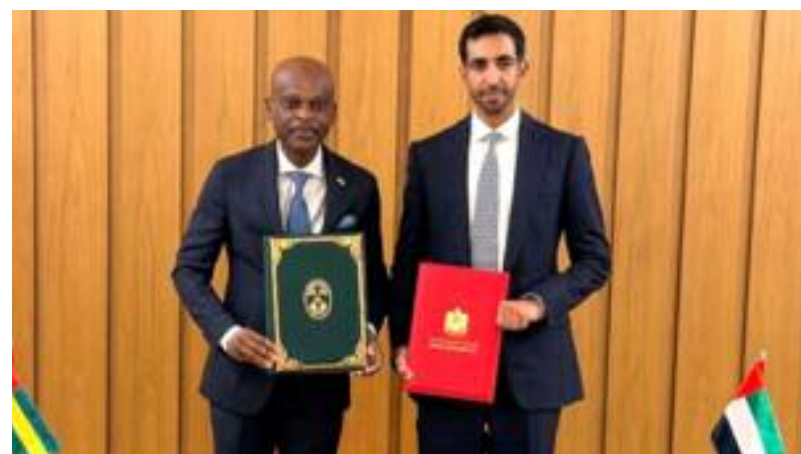
Visas diplomatiques

Le Togo et les Émirats arabes unis signent un accord d'exemption

Le Togo et les Émirats arabes unis (EAU) renforcent leurs relations diplomatiques. Le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, a signé avec les autorités émiraties un accord portant exemption réciproque de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques.

Conclu en marge de la 81ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, cet accord facilitera les déplacements officiels entre les deux pays. Les titulaires de passeports diplomatiques pourront ainsi effectuer leurs missions dans le pays partenaire sans avoir à accomplir les formalités habituelles liées à l'obtention d'un visa.

Cette mesure devrait également faciliter les rencontres entre responsables togolais et émiratis et contribuer à la fluidité des échanges institutionnels. Elle offre ainsi un



Robert Dussey, le chef de la diplomatie togolaise (à g) et la partie émiratie

cadre plus favorable au développement des relations bilatérales entre Lomé et Abu Dhabi.

« Quand la diplomatie circule plus librement, les partenariats avancent », a souligné le ministre Robert Dussey lors de la cérémonie de signature.

Cet accord intervient dans le cadre du renforcement des liens entre le Togo et les Émirats arabes unis, avec l'objectif de faciliter davantage les contacts

officiels et le suivi des domaines de coopération entre les deux pays.

Le Togo et les EAU entretiennent d'excellentes relations bilatérales. Au cours des dernières années, le pays a manifesté sa volonté d'accompagner le gouvernement dans la réalisation de plusieurs projets de développement, comme la centrale de Blitta et des infrastructures routières.

UEMOA

Deux stratégies pour faire du secteur privé un moteur de croissance à l'horizon 2030

A l'horizon 2030, L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) veut donner un nouvel élan à son secteur privé. La Commission mise sur deux stratégies complémentaires : renforcer la compétitivité des entreprises et structurer durablement le dialogue entre les pouvoirs publics et les acteurs économiques.

A Ouagadougou, le 17 septembre 2026, la Commission de l'UEMOA a présenté aux journalistes des États membres les grandes orientations de ces deux stratégies, adoptées en mars dernier par le Conseil des ministres de l'Union. Après la phase d'adoption, place désormais à la vulgarisation et surtout à la mise en œuvre.

L'enjeu est important pour les économies de l'Union. Malgré son potentiel, le secteur privé reste confronté à plusieurs contraintes : accès limité au financement, coût élevé du crédit, insuffisance des infrastructures économiques et énergétiques, mais aussi difficultés liées au cadre juridique et institutionnel. Le tissu industriel demeure par ailleurs largement composé de PME et PMI opérant principalement sur les marchés nationaux.

A cette situation s'ajoute une faible transformation locale des matières premières. Selon les données présentées lors de la



Abdoulaye Diop, le Président de la Commission de l'UEMOA

session de sensibilisation par Khady Evelyne Denise Ndiaye, Directrice du secteur Privé à la Commission de l'UEMOA : seulement 20 % des productions agricoles nationales sont transformées par l'agro-industrie, tandis que moins de 5 % du coton produit dans l'Union bénéficie d'une transformation substantielle. La noix de cajou reste elle aussi largement exportée à l'état brut.

Cette faible capacité de transformation prive l'espace communautaire d'une part importante de la valeur ajoutée générée par ses principales filières. L'objectif est donc de favoriser la productivité, l'industrialisation et la transformation locale afin de permettre aux économies de l'Union de mieux valoriser leurs ressources.

Quatre priorités pour le secteur privé

La Stratégie de développement du secteur privé (SDSP) constitue le premier levier. Elle s'articule autour de quatre priorités : améliorer la productivité des entreprises, faciliter leur accès au financement, développer les infrastructures économiques et les services partagés, et renforcer le cadre juridique et institutionnel. Parmi les mesures envisagées figurent l'accompagnement des organisations du secteur privé, le développement des incubateurs,

la promotion de champions nationaux, la diversification des produits financiers et le développement de l'assurance et de la micro-assurance.

La mise en œuvre de cette stratégie nécessitera 11,6 milliards de FCFA sur la période 2026-2030, dont 8,5 milliards devraient être mobilisés par la Commission de l'UEMOA et 3,1 milliards par d'autres institutions régionales.

Un dialogue public-privé mieux structuré

Le deuxième chantier concerne le dialogue public-privé (DPP). L'ambition est de dépasser les consultations ponctuelles pour instaurer un mécanisme permanent permettant aux pouvoirs publics et aux entreprises de construire ensemble des réponses aux difficultés du secteur privé.

La stratégie prévoit notamment une harmonisation du cadre réglementaire ainsi que la création d'un Forum régional de dialogue public-privé (FoRDPP). Les problèmes pouvant être résolus au niveau national devraient être traités dans les cadres nationaux, tandis que les préoccupations nécessitant une réponse régionale pourront être portées devant l'UEMOA.

Le coût de cette stratégie est estimé à 2,095 milliards de FCFA, avec l'appui de plusieurs



partenaires au développement.

2026, le début de la mise en œuvre. Désormais, l'enjeu est de transformer les orientations en résultats concrets. Ateliers de sensibilisation, création du FoRDPP, table ronde du secteur privé et Forum Invest in UEMOA figurent parmi les prochaines étapes.

Pour l'UEMOA, ces deux stratégies doivent contribuer à créer un environnement plus favorable à l'investissement, à l'entrepreneuriat et à la création de valeur. Leur efficacité se mesurera surtout à leur impact sur les entreprises : accès au financement, compétitivité, transformation locale, investissement et création d'emplois.

Joachim Loko

Aéroport International de Lomé

La sécurité passée au crible

A l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE), la sécurité demeure au cœur des priorités. L'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC Togo) y conduit actuellement une nouvelle inspection, la dernière prévue au titre de l'année 2026. L'opération vise à s'assurer que la plateforme continue de répondre aux exigences nationales et internationales en matière de sécurité aéronautique.

Pour les passagers comme pour les compagnies aériennes, la fiabilité d'un aéroport repose avant tout sur le respect de normes strictes. A Lomé, ce suivi est assuré de manière régulière par l'ANAC, qui supervise les activités de la Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT), gestionnaire de la plateforme.

Cette inspection permet notamment de vérifier si les

opérations sont correctement identifiées, évalués et traités avant qu'ils ne puissent compromettre la sécurité des personnes et des aéronefs.

Les infrastructures et les équipements ne sont pas en reste. Les inspecteurs vérifient notamment l'état des pistes et des aires de circulation des avions, le bon fonctionnement du balisage lumineux qui facilite les



mesures correctives demandées à l'issue des précédents contrôles ont effectivement été mises en œuvre. Les équipes d'inspection s'intéressent également aux dispositions prévues pour faire face aux situations d'urgence, notamment en cas d'accident ou d'incident, ainsi qu'aux procédures qui encadrent le fonctionnement quotidien de l'aéroport.

Le dispositif de gestion de la sécurité fait lui aussi l'objet d'un examen attentif. Il s'agit de s'assurer que les risques liés aux

opérations, particulièrement la nuit, ainsi que les installations électriques indispensables au fonctionnement de l'aéroport. Ces contrôles réguliers s'inscrivent dans le respect des standards de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Ils conditionnent notamment le maintien de la certification qui autorise l'exploitation de la plateforme aéroportuaire.

Au-delà de la conformité réglementaire, l'enjeu est aussi celui de la confiance. Pour les

voyageurs, des installations sûres et bien entretenues constituent une garantie supplémentaire lors de leurs déplacements. Pour les compagnies aériennes, la qualité et la fiabilité des infrastructures

sont également des critères importants dans le choix des plateformes desservies.

A travers cette nouvelle inspection, l'ANAC Togo poursuit ainsi son travail de surveillance

de la plateforme de Lomé et veille au maintien des conditions de sécurité indispensables aux opérations aériennes.

Source : republicoftogo.com

UEMOA

Le « consommer local » devient un levier de souveraineté économique régionale

La Commission de l'UEMOA donne le coup d'envoi de la 7e édition de l'initiative « Mois d'octobre, mois du consommer local ». Du 1er au 4 octobre 2026, Ouagadougou sera le point de convergence des actions destinées à promouvoir les produits et services issus de l'espace communautaire. Une édition placée sous le signe de l'intégration régionale et de la souveraineté économique.

La promotion des produits locaux s'impose plus que jamais comme un levier de développement économique dans l'espace UEMOA. C'est dans cette perspective que la Commission de l'Union organise, du 1er au 4 octobre 2026, le volet régional de la 7e édition de l'initiative « Mois d'octobre, mois du consommer local », à son siège à Ouagadougou.

Cette 7ème édition a pour thème : « Consommer local, facteur d'intégration régionale et de souveraineté économique de l'UEMOA face aux mutations du commerce mondial » et sera au centre d'une conférence prévue le 2 octobre.

Le lancement officiel de l'initiative est programmé le 1er octobre, sous la présidence du président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop. A cette occasion, les acteurs concernés seront invités à réfléchir aux moyens de renforcer la place des productions communautaires dans les habitudes de consommation et dans les échanges régionaux.

Au-delà des débats, cette édition prévoit également une exposition-



vente consacrée aux produits locaux ainsi qu'une cérémonie de remise des prix du mérite de la promotion des produits locaux de l'espace communautaire. Ces activités doivent contribuer à donner davantage de visibilité aux producteurs, transformateurs et opérateurs économiques de l'Union.

Une mobilisation à l'échelle communautaire

L'initiative ne se limitera pas à Ouagadougou. Tout au long du mois d'octobre, plusieurs activités seront organisées dans les États membres de l'UEMOA afin de sensibiliser les populations à l'importance de privilégier les produits et services issus de l'espace communautaire.

L'objectif est de favoriser une dynamique allant de la production à la consommation, en passant par la transformation et la commercialisation. Une approche qui vise notamment à créer davantage de débouchés pour les entreprises et producteurs de l'Union et à renforcer les échanges à l'intérieur de l'espace communautaire.

Lancée le 25 octobre 2019 par les ministres chargés du Commerce des États membres de l'UEMOA, l'initiative « Mois d'octobre, mois du consommer local » s'inscrit ainsi dans une démarche stratégique de promotion des biens et services produits dans l'Union.

Tinos

Fonction publique

Un délai d'un mois pour accélérer le traitement des dossiers

Les services publics sont appelés à accélérer le traitement des dossiers administratifs des agents de l'État. Une nouvelle instruction fixe désormais à un mois le délai maximum pour résorber les dossiers en instance.

Le gouvernement togolais entend renforcer l'efficacité de l'administration et améliorer la qualité du service rendu aux citoyens. Dans une note circulaire, la ministre,

secrétaire générale de la Présidence du Conseil, Sandra Ablamba Johnson, demande aux directeurs généraux et chefs de service de prendre les dispositions nécessaires pour accélérer le traitement des dossiers liés à la carrière des agents publics. Cette instruction intervient dans un contexte marqué par des plaintes récurrentes concernant les délais de traitement de plusieurs actes administratifs. Sont notamment concernés les dossiers de nomination, de



Sandra Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence du Conseil

titularisation, d'avancement, de rectification, ainsi que les demandes liées aux congés de maladie ou de maternité. Selon la note circulaire, ces retards « ont un impact notable sur la carrière des agents concernés » et peuvent laisser penser que certains dossiers ne sont pas traités dans les délais

requis par les services compétents.

Un délai maximum d'un mois Pour mettre fin à l'accumulation des dossiers en attente, les services concernés disposent désormais d'un délai maximum d'un mois pour procéder à leur traitement. Les responsables administratifs sont ainsi invités à veiller à la diligence dans l'examen et le traitement des dossiers. La mesure s'accompagne d'un mécanisme de suivi régulier. Chaque département devra transmettre, chaque semaine, un état de l'évolution des dossiers concernés. Cette remontée périodique doit permettre de mieux suivre leur

traitement et de s'assurer du respect du délai fixé. À travers cette instruction, l'administration entend ainsi renforcer la célérité dans le traitement des actes administratifs et améliorer la prise en charge des préoccupations des agents publics. Cette démarche s'inscrit plus largement dans la transformation de l'administration togolaise, notamment à travers la digitalisation des services publics, destinée à simplifier les procédures, réduire les délais et faciliter l'accès des usagers aux prestations administratives.

Tinos

Kara

Un vaste projet pour renforcer l'accès à l'eau potable

Plus de 200 000 personnes, soit environ 40 000 ménages, devraient bénéficier d'une amélioration durable de l'approvisionnement en eau potable dans la ville de Kara et plusieurs localités environnantes.

L'eau potable devrait bientôt couler plus régulièrement dans les robinets de Kara et de plusieurs localités de la région. Confrontée à des difficultés d'approvisionnement en eau, particulièrement à certaines périodes de l'année, la Kozah va bénéficier d'un important projet d'alimentation en eau potable (Aep). Le lancement officiel des travaux a été donné le 28 septembre 2026 à Kara par le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui. Le projet vise à renforcer les capacités de production et de distribution d'eau potable afin de répondre aux besoins croissants des populations.

Plus de 200 000 bénéficiaires Financé avec l'appui du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et de la Banque islamique de développement (BID), le projet devrait profiter à plus de 200 000 personnes, soit environ 40 000 ménages. Outre la ville de Kara, plusieurs autres localités sont concernées, notamment Bafilo, Bouladé, Awandjelo, Soumbou et Lama, ainsi que certaines parties de la commune d'Assoli 2. L'ambition est de renforcer durablement l'offre en eau potable dans cette partie du pays, où les besoins augmentent sous l'effet de la croissance démographique et de

l'extension des agglomérations. Deux lots pour les principaux travaux La réalisation des infrastructures a été confiée à deux entreprises. Le premier lot sera exécuté par la China Geo-Engineering Corporation (CGC), pour un montant de 8,6 milliards de francs CFA. Les travaux comprennent notamment le captage de l'eau sur la rivière Sara et la construction d'une conduite d'eau brute de 8,3 kilomètres. L'entreprise devra également construire une nouvelle station de traitement d'une capacité d'environ 10 000 m³ par jour, ainsi qu'une bache d'eau traitée de 750 m³. La réhabilitation de la station de traitement de Bafilo est également prévue dans ce lot. Le deuxième lot, attribué à ASI BF pour un montant de 3,57 milliards de francs CFA, porte principalement sur la construction d'un réservoir d'une capacité de 5 000 m³ à Kara Sud. Des ouvrages pour sécuriser l'approvisionnement Le financement additionnel de la Banque islamique de développement permettra, pour sa



part, de compléter les infrastructures prévues. Le dispositif comprend notamment la réalisation d'une retenue d'eau destinée à mieux faire face aux périodes de faible débit, ainsi que la mise en place de 1 300 kits de branchement. Le projet prévoit également l'aménagement d'une piste d'accès aux ouvrages de Sara. À Kara, environ 25 kilomètres de conduites seront par ailleurs réhabilités afin d'améliorer le fonctionnement du réseau existant. Vers une amélioration durable de la desserte À travers ces différents

investissements, les autorités entendent apporter une réponse structurelle aux difficultés d'approvisionnement en eau potable que connaissent Kara et plusieurs localités voisines. Le défi sera désormais de mener les travaux dans les délais prévus et de garantir, à terme, la bonne exploitation et la maintenance des infrastructures. Pour les populations concernées, l'enjeu est de taille : disposer d'un accès plus régulier et plus fiable à une eau potable de qualité.

Angelo

Intégration des interventions contre le paludisme et le PEV

Concertation entre le PNLP, la DI et leurs partenaires

L'Alliance du Vaccin (Gavi), l'UNICEF et l'OMS-AFRO ont tenu, ce 23 septembre 2026 à Lomé, une séance de travail avec la Division de l'Immunisation (DI) et le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP). Cette rencontre, organisée dans les locaux du PNLP, a porté sur l'analyse des possibilités d'intégration des activités de lutte contre le paludisme et celles du Programme élargi de vaccination (PEV) dans un contexte de limitation des ressources.



Participants

Des interventions de lutte contre le paludisme mises à profit pour améliorer la vaccination Le Coordonnateur du PNLP, dans son intervention, a fait un état des lieux de la collaboration entre son institution et la Division de l'Immunisation à travers l'intégration de certaines interventions. En effet,

la chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS) mise en œuvre dans 23 districts sert, explique-t-il, à l'identification et à l'orientation vers les formations sanitaires des enfants zéro dose et incomplètement vaccinés dans les ménages par les distributeurs communautaires. De même, dans les seize (16) districts

non-CPS, les séances de vaccination de routine constituent un cadre pour l'administration de la chimioprévention du paludisme pérenne (CPP) en plus de la cession des moustiquaires imprégnées d'insecticides aux enfants de moins d'un an. Le Coordonnateur a également souligné l'organisation des dialogues communautaires, qui sont des opportunités d'identification des zones caractérisées par une faible couverture de la vaccination contre le paludisme et, plus largement, à comprendre les obstacles à l'utilisation des services de vaccination.

Le point sur l'introduction du vaccin antipaludique Les échanges ont également porté sur le vaccin antipaludique introduit en 2025 à l'échelle au Togo. Le Coordonnateur du PNLP a informé les participants d'une enquête de couverture vaccinale prévue en avril 2027, soit 18 mois après l'introduction à travers le projet OPT VAC. Cette enquête permettra notamment de disposer de données

utiles pour apprécier la couverture et orienter les prochaines interventions. A ce sujet, les représentants de GAVI Alliance ont montré leur disponibilité à appuyer le Togo avec une assistance technique en pharmacovigilance. Toutefois, la mise en œuvre de ces différentes activités reste confrontée



Photo de famille

à plusieurs défis, parmi lesquels la raréfaction des ressources. Dans ce contexte, le renforcement de la collaboration entre le PNLP et la Division de l'Immunisation, avec l'accompagnement des partenaires techniques et financiers, apparaît comme un levier important pour maintenir les acquis et améliorer l'efficacité des interventions, ont reconnu les participants. L'intégration comme réponse à la raréfaction des ressources Les échanges ont également mis en évidence un décalage croissant entre les besoins observés sur le terrain et

les ressources disponibles pour y répondre. Pour faire face à cette situation, le PNLP, la DI et leurs partenaires ont mis un accent particulier sur l'intégration des interventions. Celle-ci devrait concerner notamment la formation des acteurs, la logistique et les supervisions. Dans cette dynamique,

le Programme et la Division de l'immunisation se sont engagés à échanger les différents plans en vue d'étudier les différentes possibilités d'intégration future. A cet effet, le Coordonnateur du PNLP a invité les partenaires à faire preuve de flexibilité dans les conditions d'utilisation des ressources, afin de faciliter l'intégration des activités et de favoriser une meilleure complémentarité des interventions sur le terrain.

source : pnlpdeto.org

Eau et assainissement

Vers l'accélération des projets de stations de traitement dans le Grand Lomé

Un an après la signature d'un mémorandum dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le Togo et la Hongrie vont désormais accélérer la mise en œuvre des projets dans ce sens. Cette volonté commune a été affirmée en fin de semaine écoulée, lors d'un entretien à Lomé entre le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé et Tamás Fehér Endre, l'ambassadeur de Hongrie au Togo.

Au cours de leur échange, les deux personnalités ont notamment évoqué la construction de ces stations de traitement durable des eaux usées, qui devraient

contribuer à améliorer l'assainissement dans le Grand Lomé. Inscrites en effet dans le plan directeur pour la région, les deux infrastructures envisagées à Djagblé et Aképé doivent faciliter le traitement efficace des déchets liquides, réduisant ainsi les impacts environnementaux des activités humaines. L'objectif à terme est de réduire les risques sanitaires liés à l'accumulation des boues de vidange, et de renforcer les efforts d'assainissement du Grand Lomé.

Liés depuis plusieurs décennies par des relations de coopération, Lomé et Budapest développent un



Le Président du Conseil, Faure Gnassingbé recevant l'Ambassadeur de Hongrie au Togo

partenariat dans plusieurs domaines : agriculture, énergie, eau, technologies de l'information et de la communication, ou encore documents officiels. L'impression sécurisée des documents officiels, à travers notamment

Les commerçants d'Anié sinistrés par un incendie

Le marché d'Anié, dans la région des Plateaux, à environ 189 km au nord de Lomé, a été la proie d'un incendie dans la nuit de dimanche à lundi. Les flammes ont détruit le grand magasin situé au niveau du rond-point central. Le marché d'Anié, dans la région des Plateaux, à environ 189 km au nord de Lomé, a été la proie d'un incendie dans la nuit de dimanche à lundi. Les flammes ont détruit le grand magasin situé au niveau du rond-point central. L'origine du sinistre reste pour le moment inconnue. Aucune perte en vie humaine n'a été signalée à ce stade, mais les dégâts sont considérables : d'importantes quantités de marchandises ont été réduites en cendres, sans qu'il soit possible de récupérer le moindre bien. La mobilisation de la population, notamment de la Société sino-togolaise (SINTO), connue sous le nom de sucrerie d'Anié, qui a mis ses camions-citernes à disposition, ainsi qu'une pluie providentielle, ont permis de limiter l'étendue du sinistre. Le constat a été dressé lundi par Dadja Maganawè, gouverneur de la région des Plateaux. Au nom du président du Conseil, Faure Gnassingbé, il a exprimé sa compassion aux victimes, en attendant d'éventuelles mesures d'accompagnement en leur faveur. Cet incendie survient trois semaines après celui qui avait touché, dans la nuit du 6 au 7 septembre, le marché de Château à Kpalimé, où des stocks de céréales et de produits alimentaires avaient été détruits. Anié, l'un des greniers agricoles du Togo, voit ainsi son marché, important espace d'échanges et de commerce, durement touché.

source :republicoftogo

GROUPE DE PRESSE MATINEE INTERNATIONLE

ÉDITEUR DES JOURNAUX: DOUNIA LE MONDE, TOGO SPORTS ET DU MAGAZINE MATINÉE INTERNATIONALE

Communication
Magazine
Presse
Média

Tel: +228 90 33 54 86 / 90 04 75 24
lonestojoo@gmail.com
BP : 30277 Lomé - Togo
Route de contournement Agoè, près de l'église Pentecotiste d'Adjougba

Les transformateurs agroalimentaires prêts à conquérir de nouveaux marchés

Clap de fin pour la série de formations pratiques sur le marketing digital organisée par la Référence Africaine à l'endroit des producteurs et transformateurs agroalimentaires du Togo.

Après Lomé, la session d'Agbodrafo, tenue le vendredi 25 septembre 2026 dans la préfecture des Lacs, marque désormais le début de l'application sur le terrain.

Les participants ne repartent pas seulement avec de nouvelles connaissances. Ils disposent de 90 jours pour les mettre en pratique et être accompagnés dans leurs premiers pas.

Pendant cette période, ces derniers devront produire régulièrement des contenus pour présenter leurs produits sur les plateformes numériques.

Ces contenus seront ensuite suivis par l'équipe de formation, qui pourra



proposer des corrections et des améliorations avant leur diffusion.

"Ils produisent des contenus, ils nous les envoient, nous les regardons, nous les amenons à les améliorer avant la mise en ligne", explique Kénanou Issifou, consultant-formateur. Pour lui, cet accompagnement doit surtout permettre aux participants de ne pas

retourner à leurs anciennes habitudes une fois la formation terminée.

L'objectif est de les amener progressivement à maîtriser les codes du numérique et à utiliser ces outils pour vendre réellement leurs produits.

"Être visible en ligne ne constitue qu'une première étape. Il faut encore réussir à retenir l'attention, donner

envie d'acheter et fidéliser le consommateur. Le but est qu'ils puissent vendre leurs produits en ligne réellement", insiste le formateur.

Cette démarche part d'un constat fait par Agridigitale auprès des acteurs du secteur.

"Nous avons constaté qu'il y a un problème de mévente. Certains produits sont disponibles, mais leurs producteurs rencontrent encore des difficultés à les faire connaître et à atteindre de nouveaux clients", souligne Victorien Amedekagna, Directeur exécutif d'Agridigitale.

Selon le DE de la Référence Africaine, le suivi post-formation permettra de rapprocher progressivement les producteurs des nouveaux marchés. À travers leurs smartphones, ils pourront présenter leur savoir-faire, raconter l'histoire de leurs produits et développer leur clientèle au-delà de leur environnement immédiat.

"Grâce à ces formations, nous pouvons désormais mieux

présenter nos produits sur les réseaux et attirer la clientèle", témoigne Dédé Ekoue, membre de la coopérative Akpénè.

La formation est terminée, mais les bénéficiaires seront suivis pour mettre en pratique ce qu'ils ont appris et mieux vendre leurs produits en ligne. L'initiative de ces deux sessions de formation à Lomé et à Agbodrafo, intervient après la validation d'une note stratégique de communication pour la visibilité des produits agroalimentaires du Togo. Elle s'inscrit dans le cadre du projet R4C-Togo financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et mis en œuvre avec l'assistance technique de la FAO.

Ce projet faut-il le rappeler, accompagne les communautés côtières et les acteurs des chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires dans le renforcement de leur résilience, de leurs moyens de subsistance et de leurs capacités économiques.

Bonne pluviométrie au Sahel, le Sud-Togo toujours en attente

Le ciel se couvre, les nuages s'accumulent, mais la pluie ne vient toujours pas. Dans le sud du Togo, surtout dans la région maritime, l'attente devient de plus en plus longue à l'approche de la fin du mois de septembre.

Pour les producteurs qui attendent avec impatience le retour de la deuxième saison des pluies, chaque journée sans précipitation donne encore plus d'inquiétudes sur cette deuxième saison. Jusqu'à quand faudra-t-il encore patienter ?

"Actuellement le FIT est toujours calé dans le Sahel, ce qui fait que malgré les formations de nuage au niveau de la bande côtière, il manque de l'énergie pour enclencher les précipitations. Il faut que les conditions soient réunies. Il faudrait croiser les doigts jusque dans les semaines prochaines pour voir s'il y aura un quelconque changement", confie Abla AGBOTO, cheffe de la division veille et prévisions météorologiques au sein de l'ANAMET à la référence africaine.

Pendant ce temps, la situation avantage beaucoup les sahéliens parce qu'ils ont une bonne saison cette année et il continue à pleuvoir sérieusement dans cette zone. Alors qu'ici la situation est complexe.

Beaucoup de producteurs au sud Togo se demandent encore s'il y aura encore la deuxième saison, vu que le mois de septembre touche à sa fin sans pluie.

Ils notent que chaque jour, le ciel est toujours nuageux, mais aucun ne signale d'une bonne pluie qui va lancer le démarrage des activités pour le compte de la deuxième saison des pluies.

"Dans les semaines à venir, on verra la migration du vent pour voir ce que ça peut donner. Vu qu'actuellement la saison est migrée vers le nord, c'est le retour de cette saison qui donne à la bande côtière la deuxième saison pour les zones maritime et plateau. Mais vu que le retour n'est pas encore définitif, c'est ce qui fait qu'il n'y a pas encore de pluie", précise Mme Abla AGBOTO.

Selon les services météorologiques, cette année

exceptionnellement, la région des plateaux n'a pas connu la petite saison sèche en tant que telle.

La pluie a continué en dent de scie jusqu'au démarrage de la petite saison des pluies, mais c'est la région Maritime qui

Golfe de Guinée, depuis le Nigéria jusqu'en Côte d'Ivoire. La saison sera finalement très tardive, mais avec les prévisions intra-saisonnières, on verra si les pluies vont continuer jusqu'à fin novembre voire début décembre. Nous restons tous

météorologiques au sein de l'ANAMET.

La dynamique des vents, de l'humidité et des zones de convergence influence simultanément plusieurs pays de la façade maritime ouest-africaine.



souffre actuellement des pluies. "Mais tenez-vous bien, ce n'est pas seulement au Togo la situation se passe ainsi, mais c'est toute la bande côtière du

en attente pour voir si les pluies pourront faire leur retour dans les prochaines semaines", précise cheffe de la division veille et prévisions

comportement actuel des pluies doit donc être analysé à l'échelle régionale plutôt qu'à celle du seul Togo.



**Corruption, arnaque ou
mauvaise conduite ?**

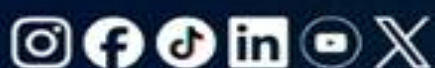
**Ne vous taisez plus.
DENONCEZ-LES !**



Appelez gratuitement



8280



FEDERER POUR BATIR
www.otr.lg